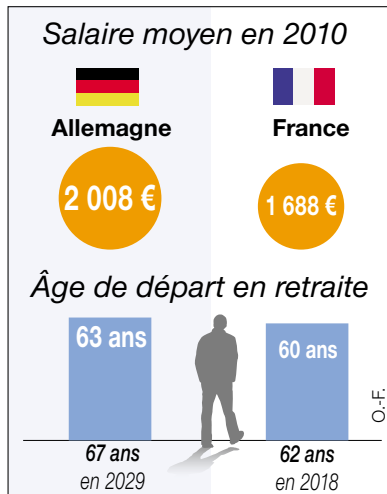


# L'Allemagne songe à réformer salaires et retraites

Dix ans exactement après le fameux Agenda 2010 de l'ex-chancelier Gerhard Schröder, l'Allemagne tire un bilan mitigé... Et réfléchit aux prochaines mesures pour le marché du travail.

**L'Agenda 2010.** En mars 2003, l'Agenda 2010 de Gerhard Schröder allait bouleverser le visage du marché de l'emploi en Allemagne, qualifiée alors « d'homme malade de l'Europe ». Cette flexibilisation de l'emploi et cette réforme de l'aide sociale avaient suscité une résistance massive. Mais « **sans ces réformes, nous serions actuellement l'homme à moitié mort de l'Europe** », résume Klaus Zimmermann, directeur de l'Institut pour l'avenir du travail. **Économiquement, nous serions même derrière la France.** »

**Un succès ?** Au premier abord, oui. L'Allemagne est passée de 4,4 millions de chômeurs en 2003 à 3,2 millions, avec un taux à 7,4 % : un des plus faibles en Europe. Mais ces chiffres ont leurs revers : « **Avec ces réformes, s'est bâti en Allemagne**



**le plus grand secteur précaire d'Europe. Près d'un quart des travailleurs doivent travailler à des salaires qui ne permettent pas de**

**vivre** », tempère Annelie Buntenbach, membre de la direction de la DGB, fédération des syndicats allemands.

**À quel prix ?** Les syndicats, justement, ont accepté un tassement des salaires réels et une flexibilité, qui a permis d'éviter de supprimer des emplois pendant la crise. Aujourd'hui, ils font de nouveau entendre leurs voix : « **Dans l'ensemble, les salaires ont baissé depuis l'Agenda 2010** », explique Annelie Buntenbach. Surtout, les moyennes nationales cachent d'énormes disparités entre secteurs d'activités.

**Salaires plancher ?** Le débat sur un salaire minimum généralisé (les Allemands n'ont pas d'équivalent du smic) revient sur le tapis en vue de la campagne pour les élections de septembre. Le SPD s'est ainsi prononcé

pour un plancher à 8,50 €/heure (9,43 € brut en France). Mais la droite est toujours réticente : « **Nous sommes contre un salaire minimum légal, généralisé et national** », explique ainsi Max Straubinger, député CSU.

**Quid des retraites ?** Autre sujet de débat : une éventuelle nouvelle hausse de l'âge de départ en retraite. « **Si nous voulons éviter une hausse des cotisations ou une baisse des versements, un passage à 70 ans est clairement à envisager** », explique Klaus Zimmermann. Là encore, le sujet divise : « **La réforme actuelle fait passer l'âge à 67 ans jusqu'en 2029. Nous devons déjà atteindre cet objectif avant de parler de nouvelles hausses** », réplique Max Straubinger.